

**GIPEAM**  
Commande publique

**MARCHÉ PUBLIC**  
ACCORD-CADRE DE FOURNITURES

# FOURNITURE DE CARTES- RESTAURANT ET CHEQUES- CADEAUX POUR LES AGENTS DU GIPEAM

## Cahier des Clauses Particulières

Consultation n°

25GIPEAM02

CONTACT











1, rue du Receveur Madi Combo  
Lotissement Mlézi

[www.europe-a-mayotte.yt](http://www.europe-a-mayotte.yt)

## SOMMAIRE

Eléments clés du contrat .....	Page 2
Introduction .....	Page 3
Définitions .....	Page 3
<b>PARTIE 1. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES .....</b>	<b>Page 4</b>
1. Objet de l'accord cadre .....	Page 4
2. Structure et forme de l'accord-cadre .....	Page 4
3. Durée de l'accord-cadre .....	Page 5
4. Modalités d'exécution de l'accord-cadre .....	Page 6
5. Prix et conditions de paiement .....	Page 7
6. Conditions de réalisation des prestations .....	Page 9
7. Obligations du titulaire .....	Page 15
8. Litige et sanctions .....	Page 17
9. Fin du marché .....	Page 120
<b>PARTIE 2. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES .....</b>	<b>Page 21</b>
1. Fourniture des produits .....	Page 21
2. Livraison des produits .....	Page 22

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	<b>Fourniture de cartes-restaurant et chèques-cadeaux</b>
	Acheteur	GIPEAM
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande ; sans minimum et avec maximum ; mono-attributaire
	Structure	2 lots
	Lieu d'exécution	Mayotte
	Durée	12 Mois ; reconductible 3 fois 12 mois
	Développement durable	Critère environnementale
	Pénalités de retard	10 euros HT/produit / jour de retard
	Variation des prix	Révisables
	Nature des prix	Unitaire

## INTRODUCTION






Dans le cadre de sa politique sociale et conformément à ses obligations réglementaires, le GIPEAM souhaite mettre en place un marché relatif à la fourniture de cartes-restaurant et de chèques-cadeaux à destination de ses agents.

Ce marché a pour objectif de faciliter l'accès des agents à des repas de qualité grâce à des cartes-restaurant utilisables dans des établissements affiliés tels que les restaurants, commerces de proximité et grandes surfaces. Il vise également à récompenser et valoriser les agents par la remise de chèques-cadeaux lors d'événements spécifiques ou à des occasions particulières, conformément à la politique de gestion des ressources humaines du GIPEAM.

Le présent marché prévoit la fourniture et la livraison de ces prestations dans le respect des normes en vigueur et des principes de la commande publique.

Le titulaire du marché devra garantir une gestion rigoureuse et efficace, adaptée aux besoins spécifiques des agents du GIPEAM. Il devra également assurer une qualité de service irréprochable, incluant des délais de traitement optimaux, une assistance aux bénéficiaires et un réseau d'acceptation conforme aux attentes.

## DEFINITIONS

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <u>CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</u> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 <b>Acheteur</b>	Le <b>GIPEAM</b> agit en tant que pouvoir adjudicateur lors de la passation de l'accord-cadre.
 <b>Bénéficiaire</b>	Le <b>GIPEAM</b> est le bénéficiaire des prestations.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur et l'adhérent. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par le GIPEAM. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## PARTIE 1. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le marché a pour objet la fourniture de cartes-restaurant et chèques-cadeaux

La prestation inclut :

- La fourniture et la livraison de cartes-restaurant et chèques-cadeaux

### 2. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

#### ■ 2.1. Décomposition de la prestation et forme du contrat :

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un **accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande** selon les articles L.2125-1 et R. 2162-1 à R.2162-14 du Code de la Commande publique.

#### ■ 2.2. Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures**.

#### ■ 2.3. Allotissement :

L'accord-cadre est attribué à un opérateur économique.

Il y aura au maximum un (1) attributaire titulaire par lot, suivi d'un suppléant en cas d'absence ou d'incapacité du titulaire.

L'accord-cadre est alloti de la façon suivante :

Lot	Intitulé	Code CPV	Estimation HT *	Maximum HT
1	Cartes-restaurant	66133000-1	216 000	432 000
2	Chèques-cadeaux	18530000-3	24 000	24 000

\*Les estimations sont données à titre indicatif selon les estimations prévisionnelles des adhérents du GIPEAM et ne présentent pas un caractère obligatoire.

Le marché est conclu **sans minimum et avec un maximum de 456 000 euros HT** pour toute la durée du marché.

### 3. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

#### ■ 3.1 Durée du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la date indiquée dans le courrier de notification.

CONTACT

-

1, rue du Receveur Madi Combo  
Lotissement Mlézi

[www.europe-a-mayotte.yt](http://www.europe-a-mayotte.yt)

### ■ 3.2. Reconduction du contrat :

Le contrat est reconductible **3 fois** de manière tacite pour les mêmes montants et d'une durée de **12 mois**. L'acheteur prend la décision de ne pas reconduire le contrat 3 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours. Seule le GIPEAM pourra prendre une décision de non-reconduction.

### ■ 3.3. Pièces contractuelles de l'accord-cadre :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

#### **Pièces particulières :**

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives du GIPEAM fait seul foi,
- le bordereaux de prix unitaire
- les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- le document Cadre de Réponse (ce dernier ne sera opposable qu'au titulaire)

#### **Pièces générales :**

Le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (« CCAG FCS » - arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, NOR : ECOM2106868A) dans sa version applicable à la date de lancement du marché.

## 4. MODALITES D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

### ■ 4.1. Modalités d'exécution et d'attribution des bons de commande pour le Lot 1 : Fournitures de cartes-restaurant

À la notification du marché, un bon de commande sera transmis au titulaire pour initier la fourniture des cartes-restaurant. Ce bon de commande précisera les besoins initiaux en termes de quantité et de bénéficiaires.

Toute modification des besoins, notamment le retrait ou l'ajout de nouveaux bénéficiaires, sera gérée via les outils de dématérialisation mis à disposition par le titulaire. Ces modifications seront intégrées directement dans les bases de données du titulaire, permettant une mise à jour en temps réel.

Les modifications effectuées (ajout ou suppression de bénéficiaires) seront systématiquement reflétées dans les factures mensuelles transmises au pouvoir adjudicateur. Ces factures détailleront les quantités exactes livrées et tiendront compte des évolutions intervenues au cours de la période concernée.

Le titulaire devra s'assurer que les modifications demandées sont opérationnelles dans un délai de 5 jour ouvrés après leur transmission par l'acheteur public.



## ■ 4.2. Modalités d'exécution et d'attribution des bons de commande pour le lot 2 : Fourniture de chèques-cadeaux

Les bons de commandes seront transmis au titulaire à la survenance des besoins du GIPEAM.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

### 5.1 Prix du contrat :

#### 5.1.1 Établissement des prix :

Le titulaire est rémunéré par le GIPEAM sur la base des prix unitaires indiqués dans le document bordereau de prix unitaire (BPU).

Les prix sont établis hors taxe et en euros.

En complément des articles 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG FCS, les prix sont réputés inclure :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres applicables à la prestation.
- La livraison à Mayotte des marchandises franco de port, jusqu'au lieu de livraison
- L'installation et la mise en service
- la fourniture de la documentation en langue française, les notices d'utilisation ainsi que les procédures courantes d'utilisation et d'entretien ;
- Toute autre fourniture ou prestation prévue par le présent CCP

#### 5.1.2. Variation des prix :

Par dérogation à l'article 10 du CCAG FCS, les prix sont révisibles **selon une périodicité semestrielle** à compter de la date de notification du marché.

Le titulaire transmet au GIPEAM sa proposition de « révision des prix », via le BPU du lot, assortie des documents justificatifs de la variation des prix (toutes les données permettant de définir sans ambiguïté les prix) dans un délai minimum de **deux (2) mois avant la date de révision** pour permettre l'analyse.

La date d'établissement des prix (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

L'ajustement sera possible à la hausse comme à la baisse. Il n'affectera pas les paiements qui, en application de l'accord cadre, seraient exigibles avant la date d'application indiquée par le titulaire.

En cas de non-respect du délai indiqué ci-dessus, le titulaire a l'obligation de maintenir ses prix pour une nouvelle durée d'exécution de six mois.

La prise en compte de ces nouveaux prix révisés est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine d'application.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes notifiées par le GIPEAM à compter de cette date d'application.



### 5.1.3. TVA :

Conformément à l'article 294 du Code général des impôts, la TVA ne s'applique pas aux prestations réalisées à Mayotte, ni à l'importation de biens. Par conséquent, les prix indiqués dans le cadre du présent marché sont exprimés hors TVA.

Le titulaire s'engage à respecter cette spécificité fiscale applicable à Mayotte et à ne pas inclure de TVA dans ses factures.

## ■ **5.2 Condition de paiement :**

### 5.2.1. Avance :

Il n'est pas prévu d'avance.

### 5.2.2. Présentation des demandes de paiement :

Le titulaire facture le GIPEAM sur la base des produits et services effectués par mois pour le lot 1, et sur la base du bon de commande émis pour le lot 2.

La facture comporte le détail des prestations, l'émetteur, le destinataire, les mentions spécifiques ainsi que le montant des règlements à effectuer.

La facture est transmise au GIPEAM de la manière suivante :

Elle est transmise de manière électronique aux adresses e-mail communiquées.

Elle est transmise de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique à l'adresse email suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

A titre informatif, le titulaire est également invité à envoyer une copie électronique de la facture par e-mail à l'adresse suivante : [brigitte.gerifalco-neis@europe-a-mayotte.yt](mailto:brigitte.gerifalco-neis@europe-a-mayotte.yt)

Il est précisé que la transmission par e-mail ne remplace en aucun cas l'obligation de transmission par Chorus Pro, et seule cette dernière transmission sera retenue pour le traitement des factures.

La facture mentionne le détail des prestations effectuées pour le lot 1. Pour le lot 2, les références du bon de commande du GIPEAM, avec le détail des prestations effectuées.

Elle indique le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations de l'article 30.3 du CCAG FCS.

Le cas échéant, elle indique également :

- le détail des calculs avec justification à l'appui, de l'application des coefficients de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

[www.europe-a-mayotte.yt](http://www.europe-a-mayotte.yt)

-

Lotissement Mlézi



Le délai global de paiement est fixé à 30 jours maximum. Le décompte de ce délai global de paiement ne part qu'à partir de la réception des factures et des pièces justificatives (bon de commandes) correspondantes.

#### 5.2.3. Délai de paiement :

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## **6. CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS**

---

### ■ **6.1 Conditions de réalisation des prestations :**

#### 6.1.1. Modalités et délai de livraison :

Les livraisons sont effectuées sur le site du GIPEAM en présence d'un représentant à la date et aux heures prévues et annoncées en amont.

Les livraisons sont effectuées aux frais et risques du titulaire.

Un document de type « bon de livraison » doit être signé, daté et tamponné par le représentant du GIPEAM en charge de la réception des commandes.

### ■ **6.2 Vérification des prestations :**

#### 6.2.1. Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

#### 6.2.2. Opérations de vérification des fournitures :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

[www.europe-a-mayotte.yt](http://www.europe-a-mayotte.yt)

-

Lotissement Mlézi







Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications lors de la livraison des fournitures. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

### ■ 6.3 Clause de réexamen et modifications du contrat

#### 6.3.1. Clause de réexamen et modifications du contrat :

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, le présent contrat peut être modifié dans les conditions ci-dessous sans que ces modifications ne viennent changer l'objet ou la nature globale du marché.

La clause de réexamen pourra être utilisée en cas de :

- Modifications des clauses de variation du prix,
- autres ajouts et modifications tels que précisé ci-après.

##### 6.3.1.1. Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire ou normative

En cours d'exécution du marché, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au marché peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre consistant en la modification des matériels ou des prestations figurant au BPU, et/ou en l'ajout d'un ou plusieurs produits, accessoires, options ou prestations non prévus au BPU.

En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait excéder le coût de la mise aux normes des matériels ou prestations.

##### 6.3.1.2. Autres cas d'ajouts rendus nécessaires pour la bonne exécution du contrat

Pour les cas autres, lorsqu'un ajout de prestation, non prévu au marché, est rendu nécessaire pour sa bonne exécution, le GIPEAM peut procéder à son intégration, avec le consentement du titulaire, dans les conditions décrites ci-dessous.

A la demande du GIPEAM, le titulaire lui fait parvenir les documents et justificatifs concernés tels que mentionnés à l'article « Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen » ci-dessous. En cas de validation expresse par le GIPEAM, les nouveaux matériels ou prestations sont intégrés au marché, dans les conditions définies à l'article « Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen » ci-dessous.

En tout état de cause la prestation ajoutée :

- doit être conforme à l'objet du marché,
- ne doit pas remettre en cause la nature globale du marché,
- doit être analogue à un matériel ou une prestation (ou à une catégorie de matériel ou de prestation) figurant au marché, ou à défaut d'analogie, avoir un code CPV (niveau division ou groupe) identique à celui indiqué dans l'avis d'appel public à concurrence du marché,
- doit être nécessaire à sa bonne exécution.

Le matériel ou la prestation est nécessaire à la bonne exécution du marché lorsqu'il permet de répondre à un

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

www.europe-a-mayotte.yt

-

Lotissement Mlézi





besoin identifié par le GIPEAM ou résultant de la demande d'un bénéficiaire. Le produit ou la prestation concerné n'était pas commercialisé au moment de la date limite de dépôt des offres du présent marché ou pas mentionné dans l'annexe prix à l'acte d'engagement du marché.

L'analogie du matériel ou de la prestation s'apprécie au regard des caractéristiques techniques et des besoins auxquels répondent le matériel ou la prestation à intégrer, d'une part, et le matériel ou la prestation figurant au marché et considéré comme analogue, d'autre part.

En cas d'ajout de matériel ou de prestation analogue, le prix net du nouveau matériel ou prestation est déterminé de la manière suivante :

- Par application, au prix public ou au prix conseillé par le fabricant du matériel ou de la prestation ajoutée, du taux de remise contractuelle applicable au matériel ou à la prestation analogue figurant en annexe à l'acte d'engagement.

- En l'absence de tarif conseillé par le fabricant, le titulaire justifie par tout moyen l'équivalence des conditions économiques entre le matériel ou la prestation ajoutée et le matériel ou la prestation analogue existant au marché, notamment par la communication de son taux de marge.

En tout état de cause, le prix de la prestation ou du matériel ajouté ne saurait excéder de 25% le prix du matériel ou de la prestation analogue existant au marché.

En cas d'ajout de matériel ou de prestation fondé sur un code CPV (niveau division ou groupe) identique à celui indiqué dans l'avis d'appel public à concurrence du marché (en cas d'absence de matériel ou prestation analogue existant au marché), le prix net du matériel ou de la prestation ajoutée au marché est déterminé de la manière suivante :

- En présence d'un prix public ou d'un prix conseillé par le fabricant :

- Le titulaire propose au GIPEAM, dans le dossier préalable prévu à l'article « Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen » ci-dessous, un taux de remise contractuel.

- Le prix net du matériel ou de la prestation ajoutée est déterminé par application du taux de remise contractuel ainsi déterminé au prix public ou au prix conseillé par le fabricant du matériel ou de la prestation ajoutée.

- En l'absence de prix public ou de prix conseillé par le fabricant :

- Le titulaire propose au GIPEAM, dans le dossier préalable prévu à l'article « Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen » ci-dessous, le prix net du matériel ou prestation ajoutée.

Le titulaire justifie par tout moyen les modalités de détermination de ce prix, notamment par la communication de son taux de marge.

### 6.3.1.3. Modifications en cas de circonstances imprévisibles

L'article R.2194-5 dispose que « le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ».

Dans ce cas, les dispositions des articles R.2194-3 et R.2194-4 sont applicables ainsi que l'article 25 du CCAG Plus particulièrement, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible en raison d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir, au moment de la conclusion du contrat, dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché (par exemples : difficultés d'approvisionnement en matières premières ou de production, édicton par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance) le titulaire peut proposer au GIPEAM :

- Une prestation de substitution permettant d'assurer la continuité de l'exécution contractuelle sans surcoût pour le bénéficiaire final ;

- Une modification des délais contractuels ;

- Une modification des prix initiaux ou résultant de l'application des clauses de révision prévues au marché, sous réserve que cela ne constitue pas une modification de l'équilibre financier du présent marché au profit du titulaire ;

Cette demande est accompagnée de justificatifs permettant d'apprécier le bien-fondé de la demande.

Après validation écrite par le GIPEAM, la prise en compte de ces modifications est notifiée dans les meilleurs délais au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine. A défaut de réponse par le GIPEAM dans un délai de 15 jours ouvrés, la demande est réputée rejetée.



#### 6.3.1.4. Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen

Les évolutions peuvent avoir des conséquences sur :

- les prix des prestations indiqués dans le BPU ;
  - la composition des prestations (modifications, ajouts) et par voie de conséquence, sur les prix correspondants.
- Le titulaire est tenu de soumettre au GIPEAM un dossier motivé au plus tard 1 mois avant la date souhaitée d'ajout ou de modification.

Le dossier contient notamment, s'il y a lieu :

- Les justificatifs techniques et fonctionnels des liens directs (déclinaison, accessoire, option) entre le matériel ou la prestation modifié ou ajouté et le matériel ou la prestation présent au marché,
- Les caractéristiques techniques du matériel ou de la prestation ajouté ou modifié,
- La documentation technique du matériel ou de la prestation ajouté ou modifié,
- Les justificatifs tarifaires conformément aux dispositions ci-avant,
- L'annexe « Valeur technique » mise à jour, le cas échéant,
- L'annexe « Prix » mise à jour, le cas échéant.

A compter de la réception du dossier complet susvisé, le GIPEAM dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour valider la modification ou l'ajout. L'absence de réponse dans le délai indiqué vaut rejet de la modification ou ajout concerné. Le Titulaire, lorsqu'il est à l'origine de la demande, ne peut prétendre à aucune indemnité ni aucun dédommagement, à quelque titre que ce soit, en cas de rejet par le GIPEAM de la demande de modification ou d'ajout.

Si la demande de modification ou d'ajout est acceptée par le GIPEAM, les nouveaux prix sont intégrés dans l'annexe « Prix » à l'acte d'engagement sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Ces nouveaux prix sont révisés dans les conditions prévues à l'article « Révision de Prix » du CCP.

Les nouveaux prix entrent en vigueur à la date fixée par le GIPEAM dans le courrier adressé au titulaire par tout moyen ou, à défaut, à l'expiration d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la validation expresse du GIPEAM.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date.

#### 6.3.1.5. Adjonction de prestations

Il est fait usage de la présente clause pour les ajouts de prestations qui ne sont pas une déclinaison des prestations du marché dont l'augmentation du prix excède de plus de 25% le prix des prestations analogue au marché.

Il peut être procédé à la demande du GIPEAM, à l'adjonction au présent marché de nouvelles prestations dès lors que :

- la prestation est conforme à l'objet du marché ;
- la prestation n'était pas commercialisée au moment de la date limite de dépôt des offres ayant donné lieu à la conclusion du présent marché.

#### 6.3.2. Dérogation au principe d'exclusivité

Si la conclusion du présent accord-cadre a vocation à conférer à ses titulaires l'exclusivité pour la réalisation de prestations objet du présent accord-cadre, le GIPEAM souhaite, afin de s'assurer qu'elle sera en mesure de répondre à ses besoins, pouvoir déroger à cette exclusivité, dans certaines hypothèses et sous certaines conditions.

Ainsi, d'une part, pour des besoins occasionnels de faible montant, le GIPEAM pourra s'adresser à un prestataire autre que les titulaires des différents lots de l'accord-cadre, pour autant que le montant de tels prestations ne dépasse pas 10 % du montant estimé de chaque lot.

Aussi, d'autre part et compte tenu de la situation insulaire du lieu d'exécution du présent accord-cadre, en cas de difficultés majeures des titulaires des différents lots résultant de circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, le GIPEAM pourra déroger au principe d'exclusivité rappelé supra et faire appel à des

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

www.europe-a-mayotte.yt

-

Lotissement Mlézi

opérateurs tiers susceptibles de répondre à ses besoins.

Un tel recours à ces tiers – dans le respect des règles de publicité et de mise en concurrence – sera possible en cas d'absence de réponse du ou des titulaires ou d'impossibilité d'un ou des titulaires à répondre au besoin du GIPEAM.

### 6.3.3. Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 48h à compter de son envoi, ou à défaut, 48h après.

## **7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

---

### ■ **7.1 Obligations courantes du titulaire**

#### 7.1.1. Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### 7.1.2. Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### 7.1.3. Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).
- 2) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :
- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).
- 3) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
  - un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### 7.1.4. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat. Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### 7.1.5. Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

L'article 8 du CCAG est applicable

#### 7.1.6. Sous-traitance :

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

### ■ 7.2 Obligations liées à la sécurité

#### 7.2.1. Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

L'article 5 du CCAG est applicable.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### ■ 8.1 Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### ■ 8.2 Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard de 10 euros HT par jour de retard et par produit.

### **8.2.1. Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :**

Le titulaire s'engage à respecter un délai raisonnable pour la livraison des cartes-restaurant et chèques-cadeaux.

En cas de non-respect de ce délai raisonnable, le GIPEAM aura la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard d'un montant de 10 euros HT par jour de retard et par produit.

### **8.2.2. Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

## **■ 8.3 Résiliation et autres stipulations**

### **8.3.1 Résiliation de l'accord cadre :**

Les cas de résiliation sont régis par le CCAG-FCS applicable.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-FCS, le marché pourra être résilié pour faute et sans mise en demeure préalable en cas de condamnation du titulaire en sa qualité de personne morale ou de personne physique au titre de l'irrespect des dispositions de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations.

La résiliation du présent marché pourra être prononcée aux frais et risques du titulaire après une mise en demeure restée sans effet, en application et dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS

### **8.3.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.



### 8.3.3 Résiliation partielle

Une résiliation partielle pourra être effectuée :

- soit d'un commun accord
- soit lorsque le titulaire n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles

La résiliation concernera un produit ou un ensemble de produits.

### 8.3.4. Résiliation à l'égard d'un titulaire

Le GIPEAM peut faire procéder par un tiers, l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire dans les hypothèses ci-après précisées :

- Si le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché et notamment s'il ne répond pas ou n'exécute pas les prestations prévues au marché
- Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure ou même sans mise en demeure en cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, il est fait appel à un autre opérateur économique, aux frais et risques du titulaire défaillant.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par le GIPEAM.

Dans cette hypothèse, et sous réserves qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire.

- En cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, si la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible au GIPEAM de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans l'accord cadre ou le bon de commande, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### 8.3.5. Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.



### **8.3.6. Résiliation pour motif d'intérêt général**

L'acheteur public se réserve le droit de résilier le marché à tout moment pour un motif d'intérêt général, sans qu'il soit nécessaire de démontrer une faute ou un manquement de la part du titulaire.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire sera indemnisé uniquement pour les prestations effectivement réalisées à la date de notification de la résiliation et pour les dépenses dûment justifiées engagées pour l'exécution des prestations réalisées. Aucun autre dédommagement, notamment pour le manque à gagner ou les frais non engagés, ne pourra être réclamé par le titulaire.

La résiliation prendra effet à la date précisée dans la décision notifiée au titulaire par l'acheteur.

### **8.3.6. Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Mamoudzou  
731 boulevard Younoussa Bamana  
97600 MAMOUDZOU  
Téléphone : 02 69 61 18 56  
Télécopie : 02 69 61 18 62  
Courriel : greffe.ta-mayotte@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## **9. FIN DU MARCHÉ**

---

### **■ 9.1. Propriété intellectuelle :**

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

### **■ 9.2. Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

## PARTIE 2. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

### Fourniture de cartes-restaurant et chèques-cadeaux

---

Pour le lot 1, à la notification du marché, un bon de commande sera transmis au titulaire pour initier la fourniture des cartes-restaurant. Ce bon de commande précisera les besoins initiaux en termes de quantité et de bénéficiaires.

Toute modification des besoins, notamment le retrait ou l'ajout de nouveaux bénéficiaires, sera gérée via les outils de dématérialisation mis à disposition par le titulaire. Ces modifications seront intégrées directement dans les bases de données du titulaire, permettant une mise à jour en temps réel.

Les modifications effectuées (ajout ou suppression de bénéficiaires) seront systématiquement reflétées dans les factures mensuelles transmises au pouvoir adjudicateur. Ces factures détailleront les quantités exactes livrées et tiendront compte des évolutions intervenues au cours de la période concernée.

Le titulaire devra s'assurer que les modifications demandées sont opérationnelles dans un délai de 5 jour ouvrés après leur transmission par l'acheteur public.

Pour le lot 2, les bons de commandes seront transmis au titulaire à la survenance des besoins du GIPEAM.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent

## 2. LIVRAISON DES PRODUITS

---

Le site de livraison du GIPEAM est le suivant :

- Adresse : 1, rue du receveur Madi Lotissement Mlézi Combo 97680 TSINGONI

Les horaires de livraison : du lundi au jeudi sauf jours fériés de 9h00 à 16h00.

Aucun aménagement d'horaire ne pourra être consenti sans l'accord de l'adhérent.

#### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

L'article 3.3. du CCP déroge au 4.1 du CCAG

L'article 4.1 déroge au 3.7.1 du CCAG

L'article 5.1.2 déroge au 10 du CCAG

L'article 8.2 déroge au 14 du CCAG

L'article 8.3.1. au 41.1 du CCAG



#### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique et ses annexes \(Legifrance\)](#)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 dans sa rédaction en vigueur au moment de la remise de l'offre.](#)